



ASSEMBLÉE NATIONALE

13ème législature

politique économique

Question au Gouvernement n° 3935

Texte de la question

SITUATION ÉCONOMIQUE

M. le président. La parole est à M. Paul Giacobbi pour le groupe socialiste, radical, citoyen et divers gauche.
M. Paul Giacobbi. Monsieur le Premier ministre, il y a deux ans, je vous disais ici que la crise des Trésors publics, dont celui de la Grèce n'était que le signe précurseur, allait prolonger de plusieurs années celle de l'Europe.

Je m'étonnais aussi que l'Europe, à travers son union ou la zone euro, ou dans le cadre de la BCE, soit tellement réticente à aider les pays en difficulté ou subordonne son aide à des exigences draconiennes alors qu'elle allouait des sommes beaucoup plus élevées et sans contrepartie aux banques.

Nous en sommes toujours au même point. On exige tout de la Grèce, on ne lui prête rien sans d'immenses contreparties, et l'Allemagne s'est même autorisée à parler de tutelle, tandis que la BCE s'appête à allouer mille milliards d'euros de concours aux banques à la date du 28 février, ce qui fait suite à une première tranche de 489 milliards, sans leur demander de réformes structurelles ni même un contrôle de la rémunération de leurs dirigeants.

Pourquoi est-il si facile d'allouer aux banques des milliers de milliards d'euros et si difficile de sauver un peuple aux abois ? (*Applaudissements sur plusieurs bancs du groupe SRC.*) Les quelque 100 milliards d'euros de besoins en fonds propres d'une banque immobilière bavaroise méritent-ils plus de solidarité que les 130 milliards d'euros qui permettraient à la Grèce d'éviter la banqueroute ?

La Grèce n'est pas le seul homme malade de la zone euro. Le besoin de financement du budget de notre État pour 2012 se monte, selon l'agence France Trésor, à 178 milliards d'euros. Il est en diminution, c'est vrai, par rapport aux trois dernières années, mais c'est le double de ce qu'il était en 2001, et il est en augmentation de plus de 70 % par rapport à 2007.

La détente toute relative sur les taux d'intérêt de nos emprunts publics est due non à un renouveau de la confiance des marchés mais à l'inondation de liquidités en provenance de la BCE au profit des banques et à ses interventions massives sur les marchés secondaires.

Monsieur le Premier ministre, vous nous avez annoncé ici en 2007 que la France ne serait pas affectée par la crise américaine, en 2008 que le risque financier systémique était derrière nous, en 2010 que la Grèce était l'exception d'une zone euro solide et solidaire. Qu'allez-vous nous dire aujourd'hui ? (*Applaudissements sur les bancs du groupe SRC.*)

M. le président. La parole est à M. le ministre de l'économie, des finances et de l'industrie.

M. François Baroin, *ministre de l'économie, des finances et de l'industrie*. Et vous, que nous dites-vous, monsieur le député ?

Dites-vous qu'il ne faut rien demander en échange au gouvernement grec ? Nous sommes leurs créanciers, ils nous doivent de l'argent. Nous leur prêtons pour les aider à passer cette mauvaise période alors que, chacun le sait sur les bancs de cette assemblée, leurs chiffres n'étaient pas sincères, leur démarche n'a pas été objective et les réformes structurelles n'ont pas été engagées à temps. C'est bien la moindre des choses que les premiers contributeurs que sont l'Allemagne et la France demandent des contreparties à un gouvernement qui prend des engagements vis-à-vis de ses créanciers. Si vous prêtiez de l'argent, ce serait la moindre des choses de demander en contrepartie qu'il y ait des réformes pour garantir le remboursement.

C'est donc la moindre des choses que les discussions se poursuivent pour voir quel effort est demandé aux créanciers privés, quel effort est demandé aux créanciers publics pour atteindre l'objectif de financer un second programme de solidarité, maintenir la Grèce à l'intérieur de la zone euro et créer les conditions d'une stabilité pour éviter la contagion à des pays eux-mêmes endettés.

Vous mettez en lumière le rôle de la BCE en le critiquant, mais nous devons au contraire nous en féliciter. C'est probablement l'une des nouvelles les plus importantes que la décision prise par le Conseil des gouverneurs de la Banque centrale européenne avant Noël d'offrir un accès illimité aux liquidités pour alléger la pression sur les banques. Ce n'est pas de l'argent dans la poche des dirigeants, c'est de l'argent dans l'économie, c'est un accès au crédit pour financer les projets de nos entreprises et des particuliers. C'est vrai pour les Français, c'est vrai pour l'ensemble des acteurs économiques européens. Le nier, c'est nier le principe économique.

Enfin, faut-il poursuivre dans cette voie ? Oui, puisque nous sommes entrés dans une période de relative stabilité. La baisse des taux d'intérêt, y compris des taux français, nous permet de nous concentrer sur le double effort de réduction des déficits et de coordination de la politique européenne pour stabiliser notre monnaie.

(Applaudissements sur les bancs du groupe UMP.)

Données clés

Auteur : [M. Paul Giacobbi](#)

Circonscription : Haute-Corse (2^e circonscription) - Socialiste, radical, citoyen et divers gauche

Type de question : Question au Gouvernement

Numéro de la question : 3935

Rubrique : Politiques communautaires

Ministère interrogé : Économie, finances et industrie

Ministère attributaire : Économie, finances et industrie

Date(s) clé(s)

Question publiée le : 9 février 2012

La question a été posée au Gouvernement en séance, parue au Journal officiel du 9 février 2012